

# Pour un féminisme matérialiste

Milan Bonté (92), Léa Delmas (75) et Sonia Longuet (75)

Le PCF se reconnaît comme féministe et progressiste, s'engage dans différents mouvements pour les droits des femmes et **lutte contre le système patriarcal**. Peu de partis aujourd'hui osent utiliser ce mot et s'investir dans les combats féministes. Ceux-ci subissent un vrai recul, comme le montrent le choix fait par le gouvernement d'associer dans un unique ministère les droits des femmes à l'enfance et à la famille, l'abandon des ABCD de l'égalité, ou encore les récents propos islamophobes, racistes et sexistes de Laurence Rossignol. Le PCF produit de **bons argumentaires en ce qui concerne l'avancée vers l'égalité de genre dans la sphère professionnelle** (égalité salariale, fin du plafond de verre, lutte contre les temps partiels subis en écrasante majorité par des femmes etc.) et parvient à **analyser les problèmes graves engendrés par l'austérité au prisme du genre** (fermetures de centres IVG qui rendent plus difficile l'accès à ce droit, retraites des femmes...). Des élu.e.s communistes fournissent un réel effort pour répondre aux demandes de personnes minorisées, entre autres par l'aide à l'accès au logement social pour les femmes précaires et/ou victimes de violences conjugales. Des militant.e.s savent également épauler des luttes sociales nécessaires, par exemple la lutte des femmes du 57 boulevard de Strasbourg ou celle des femmes du quartier du Petit Bard à Montpellier. Enfin, plusieurs formations et débats des dernières universités d'été portaient sur le féminisme et les droits LGBT+. Cependant, si les constats et les propositions du PCF visent généralement juste en ce qui concerne le travail des femmes et certaines de leurs conditions de vie matérielles, il nous semble que **d'autres dimensions du féminisme ne sont pas, ou mal, prises en compte et que cela reste insuffisant**. À titre d'exemple, le texte *La France en commun* de juin 2015 compte à peine une dizaine de lignes sur l'égalité femmes-hommes, et rien du tout sur les minorités de genre (personnes trans, non-binaires...). La base commune proposée pour ce congrès reste quant à elle principalement du domaine du constat et, si elle fait en partie l'effort de lier la question du féminisme à d'autres domaines du débat politique (renouvellement des élu.e.s, salariat), la philosophie qui en ressort reste assez coupée de l'idée de convergence des luttes. De plus, **le féminisme semble encore être rejeté par beaucoup de camarades**, ce qui nous pousse à écrire cette contribution.

## Des luttes féministes indissociables de la lutte des classes

**On oppose trop souvent les luttes féministes et la lutte des classes.** Les luttes féministes sont alors réduites à un essentialisme qui opposerait les hommes et les femmes sur des critères indépassables. Or, ce n'est pas, et ne doit pas être le cas. L'oppression patriarcale, disent Marx et Engels, s'est mise en place avec la division de la société en classes. Le patriarcat est une construction sociale qui cherche à rendre la domination masculine inhérente à la société humaine. Dans le système capitaliste, c'est un moyen d'oppression qui permet aux hommes de dominer économiquement les femmes et les minorités de genre. Christine Delphy montre aussi que jusqu'à présent, le travail domestique majoritairement géré par les femmes au sein de la sphère familiale permet au capital de ne pas payer une grande partie du travail réel de production en s'appuyant sur une économie domestique sexiste. **Instaurer comme universelle une hiérarchie de genre dans les classes opprimées permet au capitalisme de se développer en empêchant une unité de classe qui lui serait fatale.** Les logiques capitalistes de répartition de richesses sont ainsi perpétuées jusque dans la sphère familiale. L'abolition du patriarcat est indissociable de la lutte des classes, et c'est ce combat que les féministes matérialistes doivent mener.

**Le patriarcat, tel qu'il s'exprime au sein même du mouvement révolutionnaire, contribue à exclure les femmes et les personnes appartenant aux minorités de genre de la lutte des classes.** Nous ne pouvons pas considérer une antériorité de la lutte des classes sur la lutte féministe : ce sont des combats inséparables et à mener de front. Et nous n'avons pas peur de dire que les systèmes d'oppression qui sont présents au sein même du Parti contribuent à marginaliser des camarades. Les prises de paroles en AG sont monopolisées par les hommes, la mention de la civilité de la personne est requise lors de l'adhésion, les raisons de s'autocensurer font légion. Les conséquences sont particulièrement rudes : trop peu de personnes trans sont adhérentes du parti ; peu de contributions déjà déposées sont signées au féminin... **Nous entendons souvent au sein même de nos rangs, par la bouche de camarades, que le féminisme "noie" la lutte des classes**, ou que parler de féminisme divise les travailleur.se.s. Nous considérons bien

au contraire que les systèmes d'oppression présents au sein même du mouvement poussent certains groupes à intérioriser leur non-appartenance à la lutte. En ne parlant pas de féminisme entre nous, **nous poussons nous-mêmes les travailleur.se.s à la division** : depuis la manifestation contre l'état d'urgence, des cortèges LGBT+ naissent un peu partout, dans le cadre d'événements politiques liés aux droits des travailleuses et des travailleurs. La question que cela soulève est révélatrice : pourquoi les personnes LGBT+ ont-elles besoin de se retrouver entre elles dans des groupes et cortèges séparées des autres, et cela même dans le cadre de revendications qui ne sont pas reliées aux luttes LGBT+ ? N'est-ce pas symptomatique de l'exclusion de ces personnes des partis politiques ? Nous ne pouvons pas construire de mouvement révolutionnaire sain en n'incluant pas dans nos rangs les personnes soumises aux oppressions patriarcales.

*"Il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque les femmes sont libérées. Que jamais mes yeux ne voient une société où la moitié du peuple est maintenue dans le silence. J'entends le vacarme de ce silence des femmes, je pressens le grondement de leur bourrasque, je sens la furie de leur révolte. J'attends et espère l'irruption féconde de la révolution dont elles traduiront la force et la rigoureuse justesse sortie de leurs entrailles d'opprimées." - Thomas Sankara*

## Penser les liens entre les luttes contre les différentes oppressions

Les oppressions structurelles ne peuvent être traitées indépendamment les unes des autres. Par conséquent, les combats comme ceux contre le racisme ou l'islamophobie sont des conditions nécessaires pour mener une lutte féministe efficace. Le féminisme tel qu'il est aujourd'hui vu et pratiqué au sein du PCF ne prend en compte que les femmes cisgenres (dont le genre correspond à leur assignation de naissance), en excluant de fait, et parfois de manière violente, les minorités de genre. Ce féminisme est incomplet et ne permet pas de lutter efficacement contre les mécanismes de domination : **il prend très peu en compte la manière dont les différentes oppressions (liées au genre, à la race, à la classe, au handicap etc.) s'imbriquent et se renforcent pour donner des situations spécifiques qui méritent d'être traitées en tant que telles**. La situation d'une femme noire ouvrière est, à titre d'exemple, différente de celle d'une femme blanche cadre : toutes les femmes ne rencontrent pas les mêmes problématiques, ce qui soulève un certain nombre d'enjeux en matière de féminisme. À titre d'exemple, **la diminution du temps que passent les femmes à s'occuper des tâches domestiques est à première vue un progrès. Cependant, il n'en est pas un lorsque cette diminution intervient parce qu'un couple de bourgeois blancs embauche une femme de ménage racisée pour prendre en charge ces tâches** : il n'y a pas de rééquilibrage des tâches au sein du couple et la solution trouvée se traduit par l'exploitation d'une femme pauvre et racisée, et reproduit ainsi les mécanismes d'oppression de classe et de domination racistes post-coloniaux. Ne pas réaliser cela rend invisible l'expérience de beaucoup de personnes concernées qui ne peuvent pas se reconnaître dans ce que propose le parti, et ne rejoignent donc pas ses rangs. Il y a une réelle nécessité de développer une réflexion autour des contradictions qui structurent les différents combats pour **prendre en compte l'impératif de la convergence des luttes**, ainsi que de laisser la place nécessaire pour s'exprimer aux personnes concernées par les différents systèmes d'oppression.

Il est ainsi fondamental de comprendre que le vocabulaire que nous utilisons chaque jour dans nos discussions et revendications militantes est porteur de sens et a des implications très concrètes sur l'inclusivité du mouvement. Nous n'utilisons pas le vocabulaire des luttes intersectionnelles au sein du parti, ce qui est pourtant une condition nécessaire pour permettre la convergence des luttes. **Il est par conséquent nécessaire d'adopter une démarche intersectionnelle et de l'assumer dans notre vocabulaire pour prendre en compte l'ensemble des systèmes d'oppressions induits par une société capitaliste, patriarcale et raciste, et être en mesure de porter des combats permettant l'émancipation de tou.te.s**. L'inclusion des luttes transféministes et anti-racistes dans les luttes féministes du parti ne s'arrête pas au vocabulaire. À tous les échelons du Parti, à toutes les échelles de territoire, de la diffusion de tracts du samedi matin au congrès, en passant par l'AG de section et la réunion de cellule, nous devons faire l'effort de ne pas reproduire les oppressions patriarcales (misogynie, cissexisme, hétérosexisme, etc.). Cela passe par la **formation de chaque camarade et la prise de conscience relative à ses propres privilèges**, par une attention particulière au respect de la parité lors des prises de parole, mais aussi par une attention portée par chaque camarade (et pas uniquement par ceux de la commission LGBT) au vocabulaire utilisé lors des réunions et aux clichés convoyés dans les échanges militants. Enfin, il paraît primordial de retisser les liens entre le PCF et les réseaux associatifs. Le parti entretient des relations avec certaines associations féministes mais **nous devons nous rapprocher des associations intersectionnelles, inclusives dans leur lutte, et notamment transféministes. Réciproquement, nous devons pousser ces associations à prendre en compte le combat de classe, sans lequel la lutte contre le patriarcat est vouée à l'échec**.

## Remettre en question les lignes du PCF sur les questions féministes

De nombreuses positions portées par le PCF sur les questions féministes mériteraient d'être débattues, mais nous avons choisi deux axes de travail qui nécessitent selon nous une remise en cause importante pour les années à venir.

### Cesser d'isoler les combats pour les droits LGBT des luttes féministes

Le patriarcat, pour perdurer, fait passer les stéréotypes de genre comme des normes universelles et biologiques. Son système idéologique a donc pour conséquence inévitable les LGBTphobies. Les pressions sexistes que subissent les femmes dépendent des mêmes ressorts que l'homophobie, la transphobie ou le virilisme par exemple : l'oppression patriarcale est caractérisée par son invasion dans les sphères les plus intimes de la société. **Ces luttes tentent d'abolir le même système d'oppression, elles doivent donc être menées de front. C'est pourquoi le féminisme au PCF ne peut pas être traité par une commission isolée**, qui ne se préoccupe que des questions relatives aux femmes cisgenres. Il est par exemple inacceptable que la commission féministe ne se rende pas à l'Existrans ou à la marches des fiertés (encore trop souvent appelée « gaypride », terme qui ne représente que l'identité des hommes cis homosexuels), aux côtés du collectif Fièr-e-s et révolutionnaires. Cela est symptomatique d'une mauvaise compréhension de fond des ressorts patriarcaux : **une formation sur les LGBTphobies est nécessaire pour tou.te.s et spécialement pour les personnes qui s'expriment au sujet du féminisme au PCF**. Des termes comme « transsexuel » à la place de « personne trans » ou des erreurs de pronoms sont des vecteurs d'oppression qui participent à l'enlisement de l'idéologie patriarcale.

### Mener une véritable réflexion sur l'abolition de la prostitution

Un des exemples les plus criants de l'enfermement du PCF dans des lignes qui ne sont plus débattues, qui sont rattachées à des questions de morale déconnectées des réalités du terrain, et qui deviennent des sujets tabous, est la prostitution. **Le PCF tient une ligne prohibitionniste qui est une posture morale et qui ne répond pas aux véritables enjeux matériels**. En tant que militant.e.s communistes intervenant également dans le champ associatif, nous considérons qu'elle n'apporte aucune solution viable pour mettre fin au système prostitutionnel, et met en danger les travailleur.se.s du sexe. Bien que nous travaillions, à terme, à la fin de la prostitution, **nous considérons que la démarche actuellement menée par le Parti sur cette question est destructrice et, loin de lutter efficacement contre le système prostitutionnel, ne fait que le renforcer et faciliter l'exploitation des prostitué.e.s par les réseaux en les rejetant dans la précarité, la clandestinité et l'insécurité la plus complète**.

Premièrement, l'idée est répandue au PCF que le travail du sexe n'est pas un travail. Considérer que c'est un travail qui ne devrait pas exister, que le sexe ne peut pas être une marchandise, est une opinion qui peut être appuyée par un certain nombre d'arguments. Cependant, affirmer que ce n'est pas un travail est factuellement faux : il s'agit de vendre un service. Il est également régulièrement affirmé par des camarades que la prostitution est "l'acte de vendre son corps" et non des services sexuels. **Cette approche est extrêmement dangereuse, retire toute possibilité aux travailleur.se.s du sexe de poser leurs propres limites à ce qu'ils.elles acceptent ou non, et nous parait tendre à justifier les viols (extrêmement fréquents) de travailleur.se.s du sexe** : puisque le client a "acheté le corps" de la victime, comment peut-il avoir commis un viol ? Il est nécessaire de prendre tous ces éléments en compte pour repenser la position que devraient avoir les communistes sur ces questions.

Non seulement l'approche nous semble erronée, mais elle entraîne aussi des prises de position graves. Les mesures telles que la pénalisation du client, rejetées par de nombreuses associations de terrain (Médecins du Monde, Act Up, le Planning Familial etc.), sont contreproductives dans un contexte où on ne donne pas les moyens aux prostitué.e.s de sortir de la misère et/ou de la clandestinité qui les a poussé à faire le choix de cette activité au départ ou a permis à un réseau de les exploiter. **Le Parlement pourra voter toutes les lois qu'il voudra, les travailleur.se.s du sexe seront toujours sans papiers et/ou auront toujours besoin d'argent pour se nourrir, s'habiller et se loger et, par conséquent, n'arrêteront pas leur activité**. Tant qu'on ne change pas les conditions qui amènent ces personnes à se tourner vers la prostitution ou ont permis à un réseau de les exploiter, on ne peut agir sur la conséquence. Il est essentiel, en premier lieu, de mettre davantage de moyens dans la **lutte contre les réseaux**, qui exploitent et violentent des milliers de personnes, et sont extrêmement puissants. De plus, le "parcours de sortie de la prostitution" inscrit dans la loi votée le 6 avril, propose des aides confuses, insuffisantes et précaires : comment cesser l'activité prostitutionnelle sans titre de séjour, hébergement pérenne ou allocation suffisante (le budget prévu actuellement représente 160 euros par an et par personne) ? La priorité donnée à la

protection des personnes exerçant cette activité aurait dû être la position défendue par nos élu.e.s lors des débats, y compris au sujet de la pénalisation du client. Plusieurs études menées sur ce dispositif en Suède ont montrées que cette mesure a des effets négatifs très graves, notamment parce qu'il pousse les travailleur.se.s du sexe à accepter des clients qu'ils.elles auraient refusé auparavant et empêche les prostitué.e.s qui subissent des violences de faire appel à la Police, par peur d'être mises sous surveillance, de perdre leurs clients et donc leur source de revenus. **On peut aussi douter de l'efficacité d'appuyer la lutte contre la prostitution sur un système d'amendes lorsqu'on sait pertinemment qu'une grande partie des consommateurs sont des hommes puissants et fortunés, qui disposent d'une impunité effarante à ce sujet.** Il suffit, pour s'en rendre compte, de s'intéresser un minimum à la manière dont le procès du Carlton a été traité par la justice, les médias et les communicant.e.s politiques, malgré les viols et les multiples violences subies par les victimes, pour s'en rendre compte. **Lutter contre la prostitution, c'est d'abord lutter contre la précarité, le racisme et la xénophobie,** en donnant la possibilité aux travailleur.se.s du sexe étranger.ère.s de recevoir des papiers, premier pas vers la sortie des réseaux. **C'est aussi lutter contre la transphobie,** en revendiquant entre autres un accès au changement d'état civil gratuit et démedicalisé sur simple demande : le processus que les personnes trans doivent suivre pour obtenir des papiers d'identité correspondant à leur identité de genre est tellement contraignant, long et medicalisé qu'ils.elles n'y accèdent bien souvent pas, ce qui les empêche de trouver un travail. Beaucoup d'entre eux.elles se tournent alors vers le seul secteur possible : le travail du sexe.

Pour construire une réelle expertise sur ce sujet, nous devons absolument renouer les liens avec les associations de terrain qui travaillent au quotidien sur ces thématiques et au contact des concerné.e.s (et pas seulement avec les associations abolitionnistes/prohibitionnistes comme c'est actuellement le cas), ainsi qu'avec les concerné.e.s elles.eux mêmes. **La décision du groupe communiste au Conseil de Paris de voter contre les subventions au Lotus Bus,** programme de Médecins du Monde proposant un accompagnement médical et des dépistages gratuits aux prostituées chinoises de Belleville, qui comptent parmi les plus isolées à Paris, sous prétexte que l'association ne les poussaient pas à sortir de la prostitution (alors qu'elle n'a aucun moyen matériel pour le faire et que c'est aussi pour cette absence de culpabilisation et de moralisation que le programme fonctionne) et ne luttait pas contre les réseaux (ce qui relève du travail de la Police, certainement pas des associations qui ne sont pas formées pour cela), est symptomatique des problèmes engendrés par la ligne prohibitionniste du Parti. **Priver des personnes dont la santé physique est extrêmement mise en danger par leur activité professionnelle de l'accès à un accompagnement médical sous prétexte de les protéger est absurde.** Nous devons sortir de cette impasse idéologique, prendre en compte les conditions matérielles en jeu et travailler sur ces conditions plutôt que de les ignorer.

**Pour nous, la lutte féministe ne peut donc ni être coupée des autres luttes contre les oppressions systémiques, ni être purement dogmatique, moraliste et détachée des enjeux réels.** Le féminisme porté par le PCF doit être un féminisme matérialiste, qui travaille sur les conditions réelles et sur la mise en sécurité et l'émancipation de toutes et tous. L'approche qui est actuellement adoptée est non seulement contre-productive mais, plus grave, elle exclut un grand nombre de personnes de la lutte politique et est complice d'un système dans lequel des centaines de personnes appartenant à une minorité de genre et de travailleur.se.s du sexe sont violenté.e.s, voire assassiné.e.s chaque année. **Nous devons repenser collectivement notre action en nous inspirant de l'idée de convergence des luttes.** La véritable Révolution ne se fera pas sans tou.te.s les opprimé.e.s !